

**Consultation sur le projet de  
Cadre de référence  
en itinérance du MSSS**

**Une reconnaissance de l'enjeu...  
une réponse inadéquate  
aux besoins**

**Réseau d'aide aux personnes seules  
et itinérantes de Montréal  
(RAPSIM)**

**janvier 2008**

## Introduction

### **Le Cadre de référence en itinérance : Une reconnaissance de l'enjeu... une réponse inadéquate aux besoins**

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) regroupe 81 organismes intervenant auprès de la population en situation ou à risque d'itinérance à Montréal. Depuis 1974, le RAPSIM intervient pour défendre les droits de ces personnes.

Depuis la mi-décembre, le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) procède à une consultation sur son **Cadre de référence en itinérance**. Réunis en assemblée générale le 21 janvier 2008, **les membres du RAPSIM ont adopté une position très critique envers ce cadre. S'il constitue une reconnaissance de l'enjeu de l'itinérance par le principal ministère du gouvernement**, s'il porte une vision assez juste de l'itinérance et de ses causes, s'il nomme la nécessité d'une intervention de différents ministères concernés, **il développe très peu les perspectives de l'intervention gouvernementale nécessaire pour prévenir et réduire l'itinérance.**

### **Pour une Politique en itinérance**

Le Cadre de référence constitue un premier pas dans la reconnaissance du problème par le gouvernement, mais ce n'est pas assez. Il apporte une réponse insuffisante aux besoins des personnes en situation ou à risque d'itinérance. La réponse à apporter à ce Cadre demeure la demande d'une **Politique en itinérance** qui interpelle l'ensemble de l'action gouvernementale. Cela va de l'action des centres jeunesse, à celle des institutions psychiatriques et carcérales, la sécurité du revenu, des programmes de logement, du ministère de la justice, l'accès aux services de santé et aux services sociaux, etc. Une **Politique en itinérance** porterait une vision globale, avec des objectifs et des moyens concrets, et amènerait un ou une ministre responsable et imputable.

Le Cadre de référence ne répond pas à cette demande, mais sa vision de l'itinérance en démontre sa nécessité, tout comme l'a fait le ministre responsable du cadre, Philippe Couillard en affirmant :

**« non seulement il faut se mobiliser comme société et comme gouvernement mais aussi il faut avoir une politique plus concertée en la matière... il faudrait aller plus loin qu'un simple cadre de référence. Je pense qu'il faut déboucher sur une Politique gouvernementale beaucoup plus large avec les Affaires municipales, avec l'Emploi et la Solidarité sociale. En fait ce n'est pas un problème de santé et de services sociaux. C'est un problème de société. »** (1) Site web de Radio-Canada, Émission De Maisonneuve en direct, 10 décembre 2007.

## Éléments de contexte

### **La demande d'une *Politique en itinérance* et le *Cadre de référence en itinérance***

En juin 2004, lors de leur assemblée générale annuelle, les membres du RAPSIM nommaient le besoin d'une *Politique en itinérance*. Les ***États généraux de l'itinérance*** en mai 2006, organisés par le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec et la déclaration Droit de cité qui y est lancée, identifient le besoin d'une *Politique en itinérance* basée sur des droits.

Au printemps 2006, des rencontres régionales et nationales ont lieu autour de la demande d'une *Politique en itinérance*. Ces rencontres ont permis d'élaborer la plateforme de revendications du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec, Pour *Politique en itinérance*. La demande d'une telle *Politique* est activement portée depuis par le RAPSIM et le RSIQ.

**Les travaux sur le *Cadre de référence en itinérance* ont été mis en place par le MSSS à l'automne 2005**, en réponse à la demande émergente d'une *Politique*. L'objectif était de baliser l'action de ce ministère dans ce domaine. Pour développer ce *Cadre*, un groupe de travail restreint est mis en place (une demande d'élargissement appuyée par le RAPSIM étant même refusée). Trois représentants du milieu communautaire, Michel Simard, du Havre de Trois-Rivières, François Roy, de Logemen'occupe de Gatineau et Pierre Gaudreau du RAPSIM, tous trois associés aux RSIQ, ont accepté l'invitation de contribuer à ces travaux.

Toutes les parties ont convenu que cette participation ne présumait en rien de l'accord de leur organisation à la version finale du *Cadre*, qui devait être soumise à une consultation large du milieu. Pour le RAPSIM et le RSIQ, la participation à ces travaux ne cautionnait pas non plus une action en itinérance restreinte au MSSS, mais ce voulait au contraire un lieu pour promouvoir le besoin d'une *Politique* globale en itinérance.

Interpellé en décembre 2006 par le milieu communautaire et l'opposition péquiste sur le besoin d'une *Politique*, le ministre Couillard s'en est référé aux travaux sur le *Cadre*.

Interpellé de nouveau en décembre 2007 par les mêmes acteurs, le ministre lança la consultation sur le *Cadre*.

## Position sur le Cadre

### Une bonne vision du problème, de ses causes

La lecture du Cadre révèle une vision de l'itinérance proche de celle que l'on retrouve au RAPSIM, et ce, à plusieurs niveaux : définition, causes, profils et problèmes associés. Parmi ces éléments positifs, notons :

- **la reconnaissance du caractère multiple de l'itinérance**, qui ne se limite pas aux personnes sans domicile mais s'étend à celles qui sont à risque de s'y retrouver;
- **la définition de l'itinérance**, qui reprend celle élaborée en 1987 à Montréal et qui est issue de notre milieu;
- **l'affirmation que l'itinérance n'a pas une seule cause**, mais plusieurs facteurs qui se juxtaposent sans prépondérance;
- **la reconnaissance de facteurs sociaux menant à l'itinérance** : la pauvreté, les problèmes de logement, l'(in)action des institutions;
- **la reconnaissance des problèmes associés** : la santé mentale, la dépendance et la judiciarisation, qui sont situées tant comme causes que comme conséquences ou facteurs aggravant.

### Des objectifs d'actions très faibles...

Là où le Cadre s'éloigne pour beaucoup de ce que demande le RAPSIM, c'est dans les objectifs d'action. Parmi ces éléments négatifs, notons :

- **l'absence de reconnaissance des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance**;
- **l'absence d'objectifs précis sur les enjeux identifiés**, notamment le financement des groupes, le logement social, la judiciarisation et la pauvreté de même que les liens avec les politiques du MSSS en santé mentale et en dépendances;
- **l'absence de Plan d'action** ou d'identification de moyens pour y parvenir et l'absence d'obligation de résultats;
- **l'absence de l'obligation de désignation d'un ministre responsable de l'ensemble de l'intervention gouvernementale en itinérance**;
- **la faiblesse dans le document de l'analyse différenciée selon le sexe**;
- **la non considération des nouvelles réalités de l'itinérance**, telles celles de mère ou père avec enfant et celle des autochtones;
- **la forme de la consultation** qui occulte la nécessité d'un débat public sur la question;
- la faiblesse du Cadre comparativement aux objectifs et aux moyens dont s'est doté le milieu montréalais par un Plan d'action intersectoriel et le Plan communautaire.

## **Des objectifs très généraux**

**La prévention** : Au niveau de la prévention, la balle est renvoyée dans l'action communautaire, celle des réseaux. Aucune action au niveau des politiques ne cible les causes structurelles, exemple logement et pauvreté, qui sont pourtant identifiées au niveau des causes. L'éducation du public, tout autant nécessaire qu'elle soit, est difficile à voir comme un moyen de prévention.

**L'urgence** : Le Cadre propose de manière forte que les moyens soient pris pour **garantir** l'accès aux besoins de bases qu'il identifie comme l'hébergement, la nourriture, les vêtements et l'accès aux services. Ces besoins se doivent d'être reconnus, mais le **droit d'être loger aussi...** La vision portée par le Cadre identifie l'action en situation d'urgence comme la porte d'entrée à une intervention globale, ce qui n'est pas la seule forme d'intervention pour prévenir et réduire l'itinérance.

**L'accès aux connaissances et le développement des connaissances est un objectif spécifique du Cadre.** Sa pertinence va de soi, mais la façon d'y arriver reste très générale. Tout comme le reste l'objectif de suivi de l'application du Cadre, qui fait l'objet d'un petit alinéa.

**La mobilisation des partenaires**, est un autre objectif du Cadre exprimé par un terme plus fort que les moyens qu'il identifie. Plusieurs de ceux-ci sont intéressants, tels l'amélioration de l'accessibilité aux mesures d'aide financière, l'intensification de l'aide au logement social et la prévention de la judiciarisation. Mais leur caractère demeure très général, le MSSS identifiant les responsabilités d'autres ministères, leur renvoyant la balle au niveau des moyens précis et des objectifs.

Pour la suite des choses...

## **Une Politique en itinérance encore plus nécessaire !**

En réaction au Cadre, le RAPSIM accentuera sa mobilisation en faveur d'une Politique en itinérance. Celle-ci visera à obtenir du gouvernement et des partis d'opposition des engagements en faveur de notre demande d'une Politique en itinérance et des mesures concrètes qu'elle porte pour répondre aux besoins.

À l'heure où les refuges et les ressources d'hébergement débordent, on ne peut pas se satisfaire que le gouvernement identifie un enjeu majeur comme l'itinérance au Québec, sans se doter d'une Politique globale pour y faire face.

Le RAPSIM exprimera sa position au gouvernement, entre autre en participant à la consultation limitée que celui-ci fait sur son Cadre, mais la mobilisation passera aussi et surtout par des actions, une recherche large d'appui et des alliances, en lien avec les activités prévues du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec.

Pour plus d'informations :  
Réseau d'aide aux personnes seules  
et itinérantes de Montréal (RAPSIM)  
105 Ontario Est, local 204,  
Montréal, H2X 1G9  
téléphone: 514-879-1949  
télécopieur: 514-879-1948  
[rapsim@qc.aira.com](mailto:rapsim@qc.aira.com)  
[www.rapsim.org](http://www.rapsim.org)

## Liste des 81 groupes membres du RAPSIM

L'Abri de l'espoir  
L'Accueil Bonneau  
Action- Autonomie  
Action-réinsertion  
L'Anonyme – L'Unité d'intervention mobile  
L'Armée du Salut – Centre Booth \*  
L'Arrêt-Source  
Association Bénévole Amitié  
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal Métropolitain  
Association d'entraide Le Chaînon  
Association logement Amitié  
Atelier d'Habitation de Montréal  
L'Auberge communautaire du Sud-ouest  
L'Auberge Madeleine  
L'Avenue hébergement communautaire  
À deux mains/ Head and hands  
Bureau consultation jeunesse  
Bonsecours  
CACTUS Montréal - Centre action communautaire auprès des toxicomanes utilisateurs de seringues  
Le Carrefour communautaire de Rosemont – L'Entre-Gens  
CRAN - Centre de recherche et d'aide pour narcomanes  
Carrefour familial Hochelaga  
Centre d'amitié Autochtones  
Centre de jour St-James  
Centre de soir Denise-Massé  
Centre NAHA  
Chambreclerc  
Chez Doris,  
CSSS Jeanne-Mance \*  
Comité social Centre-Sud  
Dans la rue  
Dîners-Rencontre Saint-Louis-de-Gonzague  
Dianova Canada  
Diogène  
Dopamine  
En Marge 12-17  
Face à face  
Fédération des OSBL d'habitation de Montréal  
Fondation d'Aide Directe – Sida Montréal  
Le Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal  
GEIPSI – Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes  
Groupe communautaire l'Itinéraire  
Groupe CDH  
GIT - Groupe Information Travail  
Habitations L'escalier de Montréal  
Habitations Oasis de Pointe St-Charles  
Hébergement Jeunesse Le Tournant  
La C.A.S.A . Bernard-Hubert \*  
Les Logis Rose-Virginie  
Ma Chambre  
La Maison des amis du Plateau Mt-Royal  
Les Œuvres de la Maison du Père  
La Maison Grise de Montréal  
Maison Lucien-L'Allier  
Maison Marguerite de Montréal  
La Maison du Pharillon  
Maison de réhabilitation l'exode  
Maison St-Jacques  
Maison Tangente  
Les Maisons de l'Ancre  
Médecins du Monde  
Méta d'Âme  
Mission Bon Accueil  
Mission Communautaire de Montréal  
P.A.S. de la rue  
Passages  
PIAMP -Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es  
Plein Milieu  
Projet Genèse  
Refuge des Jeunes de Montréal  
Réseau Habitation Femmes  
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent  
La Rue des Femmes de Montréal  
La Mission Saint-Michel  
Service d'hébergement Saint-Denis  
La Société St-Vincent-de-Paul  
Spectre de rue  
Stella  
Villa Exprès pour toi  
Y.M.C.A.  
Y.W.C.A.  
\* groupe associé

